

# Audit de performance de la Cour des comptes Des pistes de solutions pour la CNAMGS

Innocent M'Badouma  
Libreville/Gabon

La Cour des comptes a remis un rapport d'audit sur la gestion de la Cnamgs au ministre chargé des Relations avec les Institutions constitutionnelles (voir l'Union du week-end dernier). Face aux observations et recommandations faites par l'instance judiciaire, notre rédaction a voulu en savoir un peu plus auprès de la direction générale de cette entreprise, notamment en ce qui concerne les actions correctives à mener pour maintenir sa performance.

DEPUIS la réception du prérapport de la Cour des comptes, la Direction générale de la Cnamgs s'était attelée à donner des réponses aux observations et à apporter des solutions aux recommandations formulées par cette juridiction. Dans les faits, entre le passage de la mission des auditeurs, et le moment de la publication du rapport d'audit, et même bien avant, la tête de l'établissement, sur la base du prérapport et des missions permanentes du Contrôle interne avaient déjà élaboré des réponses pour une performance de l'organisation dont elle assure le pilotage tech-



Photo : F. M. MOMBO

Michel Mboussou, le directeur général de la CNAMGS.

nique. Loin d'énumérer l'ensemble des réponses apportées aux 37 observations et 33 recommandations de l'audit, on note simplement quelques exemples. En effet, l'audit mentionne l'absence de contrat d'objectifs qui lie l'Etat gabonais à la Cnamgs (page 78). A ce titre, la Cnamgs dispose d'un Contrat d'objectifs et de performance signé début 2017, entre le ministre de tutelle, Paul Biyoghe Mba et le directeur général de la Cnamgs, Michel Mboussou. Il s'agit d'un contrat de missions (assignées à la Cnamgs) et de moyens dont la mise à disposition relève de l'Etat, pour atteindre les objectifs. Néanmoins, comme le précise M. Mboussou: « la Cnamgs dispose d'un contrat de

performance au travers l'adoption du budget par objectifs programmes, qui lie le directeur général au conseil d'administration par rapport aux objectifs généraux à atteindre et qui sont déclinés en objectifs spécifiques au sein des structures opérationnelles. » Autre point soulevé par l'audit : « La Cnamgs ne dispose toujours pas de manuels de procédures formalisés et validés pour l'ensemble des activités dont elle a la charge » (page 81), avant de recommander l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre des manuels de procédures dans les différents domaines régissant ses activités. Nous avons pu vérifier que la Cnamgs dispose de nombreuses procédures formalisées, qui n'atten-

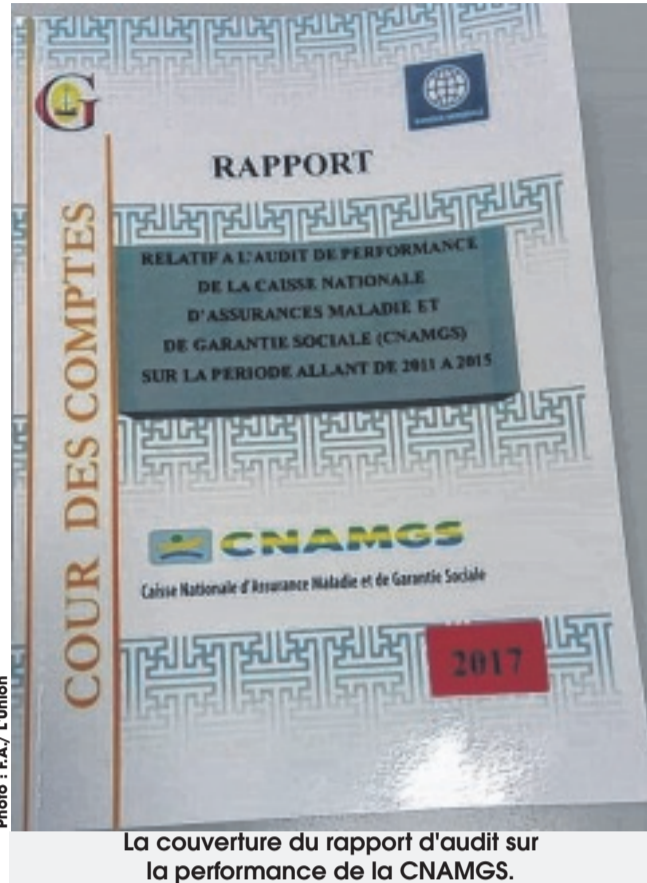


Photo : F.A./ L'Union

La couverture du rapport d'audit sur la performance de la CNAMGS.

dent que la validation du conseil d'administration. Lequel conseil a d'ailleurs procédé à la validation de 20 procédures pour répondre aux exigences de la Cour. Bien plus, la Cnamgs a constitué une commission de contrôle et de validation des procédures qui, entre autres missions, celles de vérifier les mécanismes de contrôle interne, de veiller à

l'efficacité des systèmes de contrôle prescrits et donner des avis sur les audits internes. Enfin, au sujet des marchés publics, l'audit recommande de respecter le Code des marchés. En réponse, la direction générale a déclaré toujours sollicité et obtenu l'accompagnement des marchés publics, sauf que les appels d'offres n'étaient pas publiés; chose faite

depuis janvier 2017. Cet audit, somme toute instructif, contient également des recommandations qui devraient, dans les faits, être adressées au gouvernement. C'est le cas de la recommandation 29 (page 123) qui veut que le ministère de la Santé mette « en place une politique des prix des produits pharmaceutiques, à l'instar de ceux des actes médicaux, en établissant en collaboration avec les pharmacies, leurs fournisseurs locaux et étrangers, un barème pour chaque type de produit ». Il en est de même de la recommandation relative aux contreparties financières obligatoires de l'Etat, qui devraient être adressées au gouvernement pour un meilleur fonctionnement de l'organisme de prévoyance sociale. Fait significatif à souligner, cet audit de la Cour des comptes ne mentionne ni malversations financières, ni détournements de deniers publics. La Cnamgs s'est engagée à transmettre, à la Cour des comptes, dans les prochains jours, les réponses à toutes les observations et le chronogramme de mise en œuvre de toutes les recommandations.

## Petit angle

### Les bons points du modèle gabonais de prévoyance sociale

I. M'B.  
Libreville / Gabon

LA longévité de la Cnamgs (dix ans aujourd'hui) fait des émules en Afrique subsaharienne. Le fait que la Caisse inspire d'autres pays comme le Congo, le Burkina, le Togo, le Cameroun, la Côte d'Ivoire) prouve, à suffisance, qu'elle est un instrument de prévoyance sociale de qualité. Pour preuve : la Cnamgs, grâce à son fichier national fiable, a aidé à asseoir la bonne gouvernance dans l'écosystème des allocations familiales des agents de l'Etat. En effet, c'est ce fichier qui sert de base au

paiement desdites allocations. En effet, les fraudes sur la déclaration des enfants s'étaient multipliées sur l'ensemble du territoire national. Nombreux sont les agents publics de l'Etat qui déclaraient des faux ou vrais-faux enfants afin des percevoir des allocations familiales. A titre d'exemple, l'état gabonais a payé en janvier 2015 des allocations familiales pour 227 375 enfants, pour un montant de 8000 francs par enfant et par mois. Depuis février 2015, la Cnamgs fournit tous les mois au service de la Solde, un fichier qui lui sert de support pour le paiement des allocations familiales



Photo : Aristide Moussavou

Siège national de la CNAMGS.

pour les agents publics de l'Etat. Rien que pour le mois d'août 2017, grâce à ce fichier actualisé par la Cnamgs, la solde a payé les

allocations pour 151 497 enfants. Car en amont, la CNAMGS a rayé dudit fichier 75 878 enfants fictifs, soit une économie de 607

millions de francs pour l'Etat. C'est ce fichier qui sert aussi de base pour la politique sociale en matière d'eau et d'électricité. Et que dire de la mise à niveau des structures de prestations de soins de santé grâce aux contrôles des structures partenaires. Ce contrôle a permis de suspendre un certain nombre de cliniques et laboratoires qui ne répondaient pas aux normes de sécurité des soins. Autre point à mettre à l'actif de la Cnamgs, c'est d'avoir prouvé qu'un régime de prévoyance sociale pouvait essaimer l'ensemble du territoire national et toucher un maximum de nationaux.

Par ailleurs, concernant les dépenses cumulées des évacuations sanitaires à l'étranger, la Cnamgs a dépensé, du 1er Janvier 2009 au 31 aout 2017, un montant global de 21,675 milliards de francs. Enfin, l'existence de la Cnamgs a permis de soutenir le tissu national des entreprises œuvrant dans le secteur de la santé et de la prestation des soins (hôpitaux, pharmacies et autres prestataires) à travers un réseau de plus de 300 partenaires de santé conventionnés dans tout le Gabon, pour un montant de plus de 189 milliards durant la période allant du 1er janvier 2009 au 31 aout 2017.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 05/10/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	05/10/2017	5 351,82
		USD	1,1787	1USD =	556,509	1 USD	573,204	DOW JONES	05/10/2017	22 652,64
		CAD	1,4678	1CAD =	446,898	1 CAD	460,305			
		JPY	132,7400	1JPY =	4,952	100 JPY	5,100			
		GBP	0,8877	1GBP =	738,957	1 GBP	761,125			
		CHF	1,1456	1CHF =	572,588	100 CHF	589,77			
		ZAR	15,9832	1ZAR =	41,040	100 ZAR	42,27			
		MAD	11,1269	1MAD =	58,952	1 MAD	62,24			
		CNY	7,8163	1CNY =	83,922	1CNY	86,44			
		KES	121,4300	1KES =	5,402	1KES	5,56			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
05 Octobre 2017: 55,86

**CHANGEMENTS**  
**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 05/10/2017**

**Union Gabonaise de Banque**

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>